

10 ANS

INVESTIR LE QUÉBEC

LE RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE COMPREND :

- le rapport de gestion
- le rapport de la direction
- les états financiers audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- le relevé du coût des investissements à impact économique québécois
- le relevé des autres investissements
- le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



Desjardins
Capital régional
et coopératif

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les rendements annuels et composés de la Société exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par catégorie d'actif représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2012. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires audités de la Société.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

	30 juin 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2007
Produits (en milliers \$)	26 962	46 894	44 970	39 900	39 520	32 015
Bénéfice net (perte nette) (en milliers \$)	30 933	122 588	18 696	17 145	(29 347)	(22 243)
Actif net (en milliers \$)	1 348 495	1 220 427	1 019 846	905 921	812 606	732 529
Actions en circulation (en milliers)	119 544	110 776	102 908	93 142	85 159	74 097
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,4	3,0	2,8	2,8	3,1	3,4
Taux de rotation du portefeuille :						
▶ investissements à impact économique québécois (%)	18	28	11	9	9	11
▶ autres investissements (%)	31	110	112	84	83	33
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires	104 857	106 577	111 476	118 119	122 128	120 652
Émission d'actions (en milliers \$)	149 967	153 955	180 982	129 443	126 440	101 763
Rachat d'actions (en milliers \$)	52 832	75 962	85 753	53 273	17 016	1 611
Nombre d'entreprises et coopératives / fonds partenaires	196/10	205/10	230/8	222/6	207/6	189/6
Investissements à impact économique québécois au coût (en milliers \$)	546 715	498 984	473 331	475 785	412 828	396 136
Juste valeur des investissements à impact économique québécois (en milliers \$)	551 128	541 909	439 550	401 321	348 408	360 782
Fonds engagés mais non déboursés (en milliers \$)	125 524	151 822	200 485	63 907	64 446	73 624

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

	30 juin 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2007
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action au début de la période / de l'exercice	11,02	9,91	9,73	9,54	9,89	10,21
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,28	1,15	0,19	0,19	(0,35)	(0,33)
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,24	0,43	0,45	0,43	0,47	0,47
Charges d'exploitation	(0,14)	(0,31)	(0,27)	(0,27)	(0,30)	(0,35)
Impôts et taxe sur le capital	(0,05)	(0,07)	(0,07)	(0,06)	0,04	0,10
Gains (pertes) réalisés	0,55	0,20	(0,36)	0,13	(0,20)	(0,24)
Gains (pertes) non réalisés	(0,32)	0,90	0,44	(0,04)	(0,36)	(0,31)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,02)	(0,04)	(0,01)	0,00	0,00	0,01
Actif net par action à la fin de la période / de l'exercice	11,28	11,02	9,91	9,73	9,54	9,89

SOMMAIRE

La Société a clôturé son premier semestre 2012 avec un bénéfice net de 30,9 M\$ (11,9 M\$ pour la même période en 2011), soit un rendement non annualisé de 2,5 % (1,2 % au 30 juin 2011). L'actif net par action augmente ainsi à 11,28 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2012, comparativement à 11,02 \$ à la fin de l'exercice 2011. À titre indicatif, à ce prix de 11,28 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtiendrait un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, se situant entre 10,5 % et 11,5 % net d'impôt.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique du Québec. Il se répartit entre cinq catégories d'actif et est composé essentiellement d'actions et de prêts.

Cette activité affiche un rendement non annualisé de 6,8 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2012, comparativement à un rendement non annualisé de 4,4 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2012, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 546,7 M\$. De plus, les fonds engagés mais non déboursés se chiffrent à 125,5 M\$ et les nouveaux engagements de la période atteignent 73,1 M\$. Parallèlement, des investissements de 99,7 M\$ ont été réalisés sur cette même période dont 10,3 M\$ dans le fonds Capital croissance PME S.E.C. créé en 2010 et dont la Société est commanditaire à 50 %. La Société poursuit également sa mission par le biais de plusieurs initiatives développées en collaboration avec son gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc. (DCR), et qui sont présentées dans la section Investissements à impact économique québécois.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire et d'actions privilégiées, est constitué de façon à sécuriser le rendement de la Société et à assurer la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements. Cette activité a généré un rendement non annualisé de 2,2 % pour le premier semestre de 2012 (1,8 % pour la période correspondante en 2011). Le rendement supérieur en 2012 découle principalement d'une base solide de produits courants et de la performance des obligations gouvernementales ayant une échéance à moyen terme.

La croissance de l'actif moyen, jumelée à la baisse du taux de frais de gestion et l'absence de frais non récurrents liés à la cession de la participation dans l'entreprise Enobia Pharma ont contribué à diminuer le ratio des charges totales d'exploitation à 2,4 %.

Au cours du semestre, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 150,0 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 52,8 M\$. L'émission 2012, débutée à la fin mai 2012, s'est écoulée en moins de cinq jours. L'actif net a ainsi atteint 1 348,5 M\$, en hausse de 10,5 % par rapport au 31 décembre 2011. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2012 était de 104 857.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Malgré tous les efforts déployés par les gouvernements et les autorités monétaires de la zone euro, la situation économique et financière demeure tendue dans cette région. Les retombées négatives des plans d'austérité sur l'économie suscitent de vives réactions de la part des populations concernées. Le système bancaire européen est fragilisé et il existe des inquiétudes associées aux répercussions mondiales que pourrait avoir la faillite d'une importante institution financière. Les investisseurs se tournent vers les valeurs refuges, exerçant des pressions sur les taux obligataires des pays qui paraissent les plus solides, notamment les États-Unis et le Canada, mais aussi l'Allemagne et la France. Cette situation perdurera tant que les incertitudes par rapport à la zone euro ne se dissiperont pas significativement.

Pour faire contraste à l'embellie du début de l'année, l'économie américaine se montre de plus en plus chancelante. La croissance économique peinera donc à dépasser les 2 % en 2012 et en 2013 aux États-Unis. L'environnement préélectoral et la crainte de la non-reconduction des baisses d'impôts qui viennent à échéance à la fin de 2012 créent un climat d'inquiétude peu propice à stimuler l'économie.

Au Canada, la situation est un peu plus positive. La création d'emplois se poursuit et les dépenses d'investissement progressent fermement. Le PIB réel devrait afficher une hausse de 2,1 % en 2012 et de 2,4 % en 2013. Conséquence d'une lente croissance économique mondiale, la faiblesse des prix des matières premières constituera un des principaux obstacles à la croissance canadienne. Les efforts de restrictions budgétaires des gouvernements fédéral et provinciaux freineront également l'activité au pays.

Le Québec a amorcé l'année 2012 avec une croissance modérée de 0,6 % à un rythme annualisé au premier trimestre, en grande partie attribuable aux investissements des entreprises et des gouvernements. Les dépenses de consommation ont stagné, influencées par la hausse de la taxe de vente provinciale (TVQ), entrée en vigueur le 1^{er} janvier. Cependant, la bonne tenue du marché du travail depuis quelques mois devrait permettre de renverser cette situation. Les exportations ont été défavorisées par le ralentissement économique mondial et la force de la devise canadienne par rapport au dollar américain. Au Québec, la croissance est estimée à 1,4 % en 2012 et devrait atteindre 2,0 % en 2013.

Le bilan de mi-année est plus favorable que prévu pour le marché de l'habitation au Québec. Un certain ralentissement est attendu en seconde moitié de l'année. Les règles plus strictes dans le domaine de l'assurance prêt hypothécaire compliqueront l'accès à la propriété, mais la forte création d'emplois et la faiblesse des taux d'intérêt permettront d'éviter un ralentissement trop brusque du secteur résidentiel.

L'environnement économique actuel encourage les grandes banques centrales à maintenir leurs taux directeurs à des niveaux très bas. La situation délicate de la zone euro a d'ailleurs incité la Banque centrale européenne à diminuer ses taux directeurs de 25 points de base le 5 juillet dernier. La Réserve fédérale américaine devrait attendre à la fin de 2014 avant d'annoncer l'augmentation de ses taux directeurs et elle pourrait même mettre en place d'autres mesures de stimulation. Dans un tel contexte, la Banque du Canada pourrait patienter jusqu'à l'automne 2013 avant de relever son taux quotidien de financement.

La persistance des tensions financières à l'échelle internationale continuera d'exercer des pressions à la baisse sur les taux obligataires américains et canadiens. Malgré l'aversion pour les véhicules d'investissement plus risqués, les profits élevés des entreprises pourraient bénéficier aux marchés boursiers. Le S&P 500 pourrait connaître des hausses de près de 11 % en 2012 et de 7 % en 2013. Avec une augmentation prévue de seulement 3 % en 2012, la Bourse canadienne sera touchée par les différents ennuis des producteurs de matières premières. Elle devrait se raviver en 2013 avec une croissance anticipée de près de 10 %. Quant au dollar canadien, il devrait continuer de se maintenir tout près de la parité au cours des prochains mois.

Ce contexte économique et en particulier l'évolution des taux d'intérêt a une influence sur la juste valeur du portefeuille des autres investissements alors que le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est davantage influencé par des facteurs plus locaux.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

Capital régional et coopératif Desjardins a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion des activités de la Société.

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de la Société n'ont connu aucun changement depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

GESTION DES RISQUES

GOUVERNANCE DES RISQUES

Dans le cadre de son rôle de surveillance et de reddition de comptes, le conseil d'administration s'assure que les principaux risques reliés aux activités de la Société soient identifiés et que des mécanismes de contrôles soient en place. Afin de l'aider à assumer son mandat et ses responsabilités, il est appuyé par différents comités qui se répartissent le suivi et l'encadrement de ces risques, lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire est représenté par les membres de sa direction qui assistent à toutes les réunions des comités et du conseil d'administration et rendent compte des activités imparties.

Les rôles et responsabilités du comité exécutif, du comité d'audit, du comité de gestion des actifs financiers, du comité d'éthique et de déontologie, du comité d'évaluation de portefeuilles ainsi que des comités d'investissement n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 16 août 2012.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant une incidence directe sur la Société sont énumérés ci-après.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 738,5 M\$ (667,6 M\$ au 31 décembre 2011).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 62,0 M\$ (63,4 M\$ au 31 décembre 2011) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 627,4 M\$ (562,1 M\$ au 31 décembre 2011) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 32,1 M\$ du résultat net représentant une baisse de 2,5 % du prix de l'action de la Société au 30 juin 2012 (28,0 M\$ pour 2,4 % au 31 décembre 2011). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 34,1 M\$ représentant une hausse de 2,7 % du prix de l'action (29,7 M\$ pour 2,5 % au 31 décembre 2011). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 49,1 M\$ (42,1 M\$ au 31 décembre 2011) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est faible compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2012, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans quatre entreprises cotées pour une valeur de 6,9 M\$ représentant 0,5 % de l'actif net (quatre entreprises d'une valeur de 5,6 M\$ au 31 décembre 2011 représentant 0,5 % de l'actif net). Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers aurait eu comme incidence une augmentation ou une diminution du résultat net de la Société de 0,6 M\$ respectivement (0,5 M\$ au 31 décembre 2011).

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence de ces risques et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de devises

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 115,9 M\$ soit 8,6 % de l'actif net au 30 juin 2012, comparativement à 157,3 M\$ soit 12,9 % de l'actif net au 31 décembre 2011. Cette diminution reflète notamment les sommes perçues lors de la cession de la participation dans l'entreprise Enobia Pharma au premier trimestre 2012.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2012, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 105,2 M\$ US au taux de 1,0283 \$ CA/\$ US ainsi que 1,1 M\$ AU (dollar australien) au taux de 1,0250 \$ CA/\$ AU, et ce, le 28 septembre 2012.

L'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 7,7 M\$ (0,1 M\$ au 31 décembre 2011). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par catégorie d'actif et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les

cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les départager entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

		Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2011	
Cotes		(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	528 108	95,8	434 950	80,3
7 à 9	À risque	14 384	2,6	96 713	17,8
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	8 636	1,6	10 246	1,9

La diminution de la pondération attribuée à la catégorie « À risque » est expliquée majoritairement par la cession de la participation dans l'entreprise Enobia Pharma. De plus, de nouveaux investissements dans les catégories d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » et « Capital de développement » ont contribué à l'amélioration du risque de crédit global du portefeuille comparativement à celui de l'exercice précédent.

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2011	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	37,9	15,5	39,1	17,4
Autres investissements*	55,1	30,2	50,7	27,8

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 100,0 % (100,0 % au 31 décembre 2011) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE LIQUIDITÉS

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 40 % des actifs sous gestion lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 30,9 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2012, soit un rendement non annualisé de 2,5 %, comparativement à un bénéfice net de 11,9 M\$ (rendement non annualisé de 1,2 %) pour la même période en 2011.

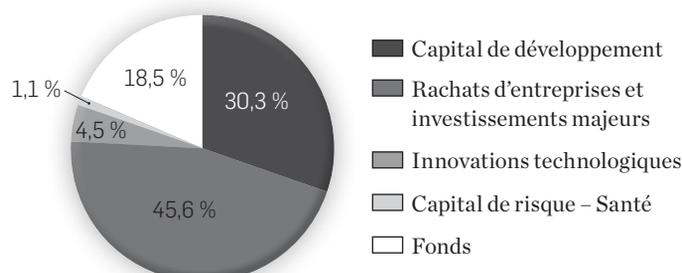
La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions non annualisées respectives de 3,0 % et 1,2 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,7 % sur le rendement non annualisé de la Société.

La stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Composition du portefeuille

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en cinq catégories d'actif. Au 30 juin 2012, la juste valeur de ce portefeuille se répartissait ainsi par catégorie d'actif :



La catégorie d'actif « Capital de développement » se compose essentiellement d'investissements non garantis sous forme de participations minoritaires au capital-actions, d'avances ou de prêts. Ces financements s'adressent à des entreprises en expansion ou à maturité. Ils peuvent également s'appliquer à des entreprises en démarrage situées en régions ressources. Le montant des investissements de cette catégorie varie généralement entre 200 k\$ et 10 M\$. Toutefois, depuis juillet 2010, tout investissement de 3 M\$ ou moins dans une nouvelle entreprise partenaire est généralement effectué par le biais du fonds Capital croissance PME S.E.C. (CCPME) et est alors présenté dans la catégorie « Fonds ». Une description de CCPME est présentée un peu plus loin.

La catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » a un double mandat. Tout d'abord, la Société vise à acquérir des entreprises pour en assurer la continuité ou pour consolider des secteurs prometteurs tout en favorisant le maintien de leur propriété au Québec. De plus, elle appuie la croissance d'entreprises rentables de tous les secteurs d'affaires du Québec en participant à leur capital-actions ou en s'associant à titre de créancier non garanti pour des montants variant de 10 M\$ à 50 M\$.

Rendement par activité	30 juin 2012				30 juin 2011			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Investissements à impact économique québécois	547	42,9	6,8	3,0	434	41,5	4,4	2,0
Autres investissements et encaisse	728	57,1	2,2	1,2	612	58,5	1,8	1,0
	1 275	100,0	4,2	4,2	1 046	100,0	2,9	2,9
Charges, nettes des frais d'administration			(1,2)	(1,2)			(1,4)	(1,4)
Impôts			(0,5)	(0,5)			(0,4)	(0,4)
Rendement de la Société			2,5	2,5			1,2	1,2

Les portefeuilles « Innovations technologiques » et « Capital de risque – Santé » sont composés d'investissements directs dans des entreprises spécialisées des secteurs des technologies de l'information et des sciences de la vie. La Société vise à optimiser la valorisation des participations détenues mais, depuis 2008, ne réalise plus de nouveaux investissements dans ces secteurs. Au 30 juin 2012, ces portefeuilles ne comptent plus que 15 entreprises (juste valeur de 24,7 M\$) et quatre entreprises (juste valeur de 6,2 M\$) respectivement.

En plus d'investir directement dans des entreprises d'ici, la Société détient des participations dans des fonds spécialisés et partenaires. Ces participations sont regroupées sous la catégorie « Fonds ». Ayant un niveau de capitalisation limité, la Société cherche des moyens innovateurs pour contribuer encore davantage au développement économique du Québec. Ainsi, elle poursuit sa mission par le biais de plusieurs leviers qu'elle contribue à développer en collaboration avec son gestionnaire, DCR.

- ▶ CCPME, dont l'objectif principal est d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 3 M\$, a été créé le 1^{er} juillet 2010. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagées à y investir, à parts égales, une somme totale de 200 M\$ sur une période de trois ans. Le gestionnaire de cette société en commandite est DCR, soit le même gestionnaire que la Société. Au 30 juin 2012, la Société avait déboursé 43,1 M\$ sur son engagement total de 100 M\$ permettant ainsi à CCPME d'appuyer 93 entreprises dans leur développement.
- ▶ Le Fonds Relève Québec offre des prêts à conditions avantageuses aux repreneurs québécois lors du transfert d'entreprises afin de financer une partie de leur mise de fonds. Le gouvernement du Québec ainsi que deux autres partenaires participent au financement de ce fonds. Pour sa part, la Société s'est engagée pour une somme de 10 M\$.
- ▶ La Société est aussi commanditaire majoritaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). Cette société en commandite est également gérée par DCR. Dans le cadre de son discours sur le budget prononcé le 20 mars 2012, le ministre des Finances du Québec annonçait plusieurs initiatives impliquant DI. Tout d'abord, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (SIQCA) sera convertie en une société à capital mixte en association avec la Société. Concrètement, la transaction prévoit le transfert de la majorité des actifs de SIQCA vers DI. De plus, la Société injectera 20 M\$ additionnels dans DI afin d'appuyer les entreprises faisant partie du portefeuille actuel et de fournir un financement pour de nouveaux projets. Avec cette augmentation de capitalisation, DI s'est engagé à injecter un total de 65 M\$ dans un écosystème composé de plusieurs fonds et partenaires ayant pour but d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement.
- ▶ Toujours dans le cadre de son budget du 20 mars dernier, le gouvernement du Québec annonçait la création de la société en

commandite Coop Essor ayant pour objectif d'appuyer la création et la croissance de coopératives au Québec. Ce nouveau fonds, dont la gestion sera confiée également à DCR, bénéficiera d'une capitalisation de 15 M\$. La Société s'engagera pour une somme de 10 M\$ alors que le gouvernement du Québec et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité compléteront la mise de fonds avec un apport total de 5 M\$. Parallèlement, la Banque de développement du Canada et la Société d'assurance-dépôts du Canada ont engagé une enveloppe globale de 15 M\$ afin de co-investir, à parts égales, dans chaque projet appuyé par Coop Essor, mettant ainsi une somme totale de 30 M\$ à la disposition des coopératives québécoises.

- ▶ Finalement, en juin dernier, la Société, s'associait avec le gouvernement du Québec, CDPQ, le Mouvement Desjardins, la Fédération des chambres de commerce du Québec, la Fondation de l'entrepreneurship et Québecor pour annoncer la mise en place du programme Prêt à entreprendre. Cette initiative permet de cibler et de soutenir les nouveaux entrepreneurs les plus prometteurs, et ce, aux quatre coins du Québec. Le programme offre un accompagnement global aux entrepreneurs par l'attribution de prêts sans intérêt ni garantie d'une valeur maximale de 30 k\$, jumelé à du mentorat et à un appui technique. Le budget du programme est de l'ordre de 7 M\$. La Société s'est engagée à y consacrer 1 M\$ par le biais de CCPME.

La Société et son gestionnaire, conjointement avec leurs partenaires, travaillent actuellement à la mise en place de différentes nouvelles initiatives découlant du budget provincial de mars dernier et mentionnées précédemment. Celles-ci devraient voir le jour graduellement au cours des prochains mois.

Activité d'investissements à impact économique québécois

Des investissements de 99,7 M\$ réalisés au cours du premier semestre de 2012 ainsi que des produits de cession de 110,4 M\$ et des gains nets réalisés et non réalisés de 20,3 M\$ ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 551,8 M\$ au 30 juin 2012 (542,2 M\$ au 31 décembre 2011). La somme importante des investissements réalisés au cours du premier semestre est principalement attribuable à deux nouveaux investissements majeurs dans Groupe Filgo inc. et Groupe GFI Solutions inc. ainsi qu'à un réinvestissement de grande envergure dans La Coop fédérée.

L'activité d'investissements doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 125,5 M\$ au 30 juin 2012 comparativement à 151,8 M\$ au 31 décembre 2011. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2012 s'élevaient à 672,2 M\$ dans 206 entreprises, coopératives et fonds, dont 546,7 M\$ ont été déboursés.

Des billets à payer d'une juste valeur de 11,3 M\$ (14,3 M\$ au 31 décembre 2011) découlent de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2012, la Société a remboursé des billets d'une valeur de 2,2 M\$ et la juste valeur des billets a été ajustée à la baisse de 0,8 M\$, générant ainsi un gain net d'un montant équivalent pour la Société.

Rendement du portefeuille

Au cours du premier semestre 2012, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution positive de 37,1 M\$, soit un rendement de 6,8 %, comparativement à 19,6 M\$ pour la même période en 2011 (rendement de 4,4 %). La catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs » affiche un solide rendement de 13,6 % découlant de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs des entreprises en portefeuille. « Capital de développement » a aussi contribué de façon positive au rendement global de la Société au premier semestre 2012 en maintenant une base solide de produits courants.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2012	Semestre terminé le 30 juin 2011
Produits	16 443	13 956
Gains et pertes	20 625	5 622
	37 068	19 578

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

La Société a enregistré aux résultats du semestre un gain réalisé et non réalisé de 20,6 M\$ comparativement à un gain de 5,6 M\$ pour la même période en 2011. La performance du semestre provient surtout de l'accroissement de la valeur d'entreprises de la catégorie d'actif « Rachats d'entreprises et investissements majeurs ».

Au 30 juin 2012, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est amélioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2011.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Au 30 juin 2012, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 774,4 M\$, comparativement à 682,5 M\$ au 31 décembre 2011. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 30 juin 2012, 70 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale.

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 57 % au terme du premier semestre de 2012 (56 % au 31 décembre 2011). Les fonds engagés mais non déboursés de 125,5 M\$, représentant près de 9 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de la Société pour être attribué à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La Société anticipe que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait diminuer graduellement au cours des prochains exercices afin de se situer autour de 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, permettant ainsi d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer, la Société dispose, au 30 juin 2012, de liquidités représentant 13,2 % du portefeuille des autres investissements (11,4 % au 31 décembre 2011). Ce niveau de liquidités que la Société se doit de maintenir en vertu de ses saines pratiques de gestion vient limiter le potentiel de rendement global de ce portefeuille.

Rendement par catégorie d'actif	30 juin 2012				30 juin 2011			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Capital de développement	158	12,3	6,0	0,7	160	15,3	2,8	0,5
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	220	17,3	13,6	2,1	129	12,3	5,8	0,6
Innovations technologiques	24	1,9	8,6	0,2	47	4,5	32,9	1,9
Capital de risque – Santé	46	3,6	(0,3)	0,0	25	2,4	(34,1)	(1,1)
Fonds	99	7,8	0,2	0,0	73	7,0	(0,4)	0,0
	547	42,9	6,8	3,0	434	41,5	4,4	2,0

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le conseiller en valeurs mandaté par le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Ces opérations sont effectuées dans un portefeuille de superposition et les limites de risques potentiels qui y sont associées sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le conseiller en valeurs. Cette activité a généré un gain de 0,6 M\$ pour le premier semestre 2012 (0,9 M\$ pour la même période en 2011). Au 30 juin 2012, la Société n'avait aucune position de marché.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2012	Semestre terminé le 30 juin 2011
Produits	9 993	9 093
Gains et pertes	5 108	1 072
	15 101	10 165

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux produits d'exploitation de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 15,1 M\$ pour le premier semestre 2012, comparativement à 10,2 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont en hausse par rapport à ceux de la même période de 2011, ce qui s'explique surtout par une hausse du solde moyen des obligations.

Enfin, pour le premier semestre 2012, la Société a enregistré un gain net sur son portefeuille des autres investissements de 5,1 M\$. La Banque du Canada n'a effectué aucune hausse du taux directeur depuis la fin du dernier exercice étant donné l'incertitude prolongée concernant le contexte économique mondial et la crise de la dette souveraine européenne. Les rendements d'obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement de 1,25 % au 30 juin 2012 (1,27 % au 31 décembre 2011). La portion moyen terme du portefeuille a le mieux performé compte tenu de l'évolution des taux correspondants.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations de taux d'intérêt sur les résultats de la Société.

SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 30 juin 2012, ce réseau de distribution était constitué de 377 caisses Desjardins et de 983 centres de service, pour un total de 1 360 points d'accès.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que son capital-actions n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, le plafond de capitalisation de la Société établi à 1 250 M\$.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle où le plafond aura été atteint pour une première fois, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 30 juin 2012, le capital-actions de la Société s'élève à 1 202,9 M\$ pour 119 544 005 actions en circulation.

Les souscriptions recueillies au cours du premier semestre de 2012 se sont élevées à 150,0 M\$ comparativement à 105,5 M\$ pour la même période en 2011.

L'émission 2012, mise en vente à la fin du mois de mai, a connu un succès sans précédent alors que le montant maximal de 150 M\$ disponible pour la présente période de capitalisation a été entièrement écoulé en moins de cinq jours.

Pour le premier semestre 2012, les rachats et achats de gré à gré se sont élevés à 52,8 M\$ (55,5 M\$ pour le premier semestre de l'exercice précédent). La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats.

Au 30 juin 2012, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à près de 320 M\$. Puisque la vente des titres de l'émission 2005 s'était terminée durant le premier semestre de l'année 2005, aucune autre action ne deviendra éligible au rachat d'ici la fin de l'exercice 2012.

Les capitaux propres de la Société au 30 juin 2012 s'élèvent à 1 348,5 M\$ et se répartissent par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission (\$)	Solde* (M\$)	Rachat possible à compter de
2001	10,00	34,1	2008
2002	10,00	99,5	2009
2003	10,12 et 10,24	48,8	2010
2004	10,25	61,8	2011
2005	10,25	75,2	2012
2006	10,37 et 10,21	89,0	2013
2007	10,21 et 9,92	109,2	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	160,1	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	174,9	2016
2010	9,73 et 9,80	172,3	2017
2011	9,91 et 10,02	170,1	2018
2012	11,02	153,5	2019
Capitaux propres		1 348,5	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2012.

Au cours du premier semestre 2012, la Société a attiré 5 237 nouveaux actionnaires, ce qui, en tenant compte également des rachats survenus, a porté le nombre d'actionnaires à 104 857 au 30 juin 2012, comparativement à 106 577 au 31 décembre 2011. Malgré ce repli du nombre d'actionnaires qui permet à la Société d'optimiser ses coûts, le capital-actions de la Société est en progression puisque l'investissement moyen par actionnaire est en hausse, les mêmes actionnaires souscrivant années après années à de nouvelles actions. Rappelons que jusqu'en 2007, chaque actionnaire était limité à une souscription par année de 2 500 \$ comparativement à la limite actuelle de 5 000 \$.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2012	Semestre terminé le 30 juin 2011
Frais de gestion	13 331	12 518
Autres frais d'exploitation	1 486	843
Services aux actionnaires	1 032	983
	15 849	14 344

Depuis le 1^{er} janvier 2012, les frais de gestion annuels versés à DCR équivalent à 2,25 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Auparavant, ce taux était de 2,5 %. Les frais de gestion pour le premier semestre 2012 représentent 13,3 M\$ comparativement à 12,5 M\$ pour la même période en 2011. Comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement. Les parties ont convenu de revoir les modalités de l'entente d'ici à son échéance le 31 décembre 2012.

La hausse des autres frais d'exploitation de 0,6 M\$ s'explique principalement par des frais liés au processus d'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements qui va permettre de gérer l'augmentation du volume des investissements directs et indirects.

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2012.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'est payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions. Cette convention est renouvelable, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Les frais de services aux actionnaires pour le premier semestre 2012 sont comparables à ceux de la même période en 2011.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 5,9 M\$ pour les premiers six mois de l'exercice 2012 comparativement à 4,0 M\$ pour la même période en 2011. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'entreprise, le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2012, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevaient à 97,1 M\$ (49,9 M\$ pour la même période en 2011). Les activités d'exploitation ont généré une sortie de liquidités de 3,4 M\$ comparativement à une entrée de liquidités de 5,2 M\$ pour la même période en 2011. Cette variation est essentiellement attribuable à l'augmentation des impôts à recevoir et la diminution des comptes créditeurs incluse dans la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement. Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de capital de 73,7 M\$ pour le premier semestre 2012 comparativement à 90,3 M\$ pour la même période en 2011. Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 96,9 M\$ pour le premier semestre 2012 comparativement à 62,3 M\$ pour le même semestre de 2011.

L'acquisition de trois participations importantes pour le premier semestre 2012, explique en bonne partie cette hausse. Conformément à la stratégie de gestion des actifs financiers de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 68,1 M\$ pour le premier semestre de 2012, comparativement à 99,7 M\$ pour la même période de 2011.

Au 30 juin 2012, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 52,5 M\$ (32,5 M\$ au 31 décembre 2011). Ce niveau de liquidités est maintenu afin de faire face aux demandes de rachats ainsi qu'en raison des débours anticipés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2012.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

CONVENTIONS COMPTABLES - NORMES INTERNATIONALES IFRS

Historique

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) confirmait qu'à partir du 1^{er} janvier 2011, les Normes internationales d'information financière (IFRS) remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR) actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques.

Au premier semestre de 2010, l'organisme responsable des normes IFRS, l'International Accounting Standards Board (IASB), amorçait la révision des normes relatives à la consolidation et aux instruments financiers que doivent appliquer les sociétés de placement. Ces réflexions ont mené, en août 2011, à la publication de l'exposé-sondage « Entités d'investissement ». Les principales incidences des normes proposées touchant la Société sont expliquées dans la section « Principales incidences du passage aux normes IFRS » ci-après.

En janvier 2011, afin de permettre aux sociétés de placement d'attendre l'entrée en vigueur éventuelle de ces normes révisées avant d'effectuer une conversion aux IFRS, le CNC a approuvé un report obligatoire au 1^{er} janvier 2013 de la date d'application des IFRS pour les sociétés de placement actuellement assujetties à la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-18, Sociétés de placement. À la suite de la publication de l'exposé-sondage par l'IASB, le CNC a décidé en décembre 2011 d'accorder une année supplémentaire de report. Ainsi les IFRS devront être adoptées par la Société pour ses états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Entre-temps, la Société continuera d'appliquer les normes canadiennes actuelles.

Travaux réalisés à ce jour

La Société a élaboré un plan de conversion en trois étapes : étape 1 – Diagnostic, étape 2 – Conception et planification et étape 3 – Mise en œuvre. Durant ces étapes, la Société bénéficie du soutien et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins ainsi que de l'appui d'experts externes.

La phase de diagnostic a débuté en 2009 et s'est poursuivie au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Cette phase a permis à la Société d'identifier les domaines où l'application des normes IFRS aurait davantage d'incidences. La Société effectue depuis une vigie des travaux de l'IASB entourant, entre autres, l'évolution des normes relatives à la consolidation et aux instruments financiers. Au cours du dernier trimestre de 2011, la Société a procédé à une première analyse des normes proposées dans l'exposé-sondage afin de déterminer leurs incidences sur sa comptabilité, son information financière, sa gestion et ses systèmes d'information.

Principales incidences du passage aux normes IFRS

Les normes IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR, mais comportent certaines différences. En particulier, les normes sur la consolidation et les instruments financiers, si elles devaient être appliquées par la Société dans leur forme actuelle, pourraient avoir des incidences importantes sur l'information financière publiée par la Société. Outre ces normes, les différences identifiées entre les PCGR du Canada et les IFRS ne devraient pas avoir d'incidences significatives.

Selon les normes comptables actuellement en vigueur au Canada, plus spécifiquement la NOC-18, la Société doit présenter l'ensemble des investissements qu'elle détient à la juste valeur et n'a pas à appliquer l'ensemble des règles relatives aux instruments financiers.

Dans les normes IFRS actuelles, il n'existe pas d'équivalent à la NOC-18. Ce sont les dispositions de la norme IAS 27, États financiers consolidés et individuels qui prévalent. Selon cette norme, la Société pourrait se voir dans l'obligation de consolider certaines de ses participations. La Société est d'avis que la consolidation de certains investissements n'est pas souhaitable puisque cela rendrait la lecture des états financiers plus complexe, augmenterait de façon significative les coûts de préparation de l'information financière et ne donnerait pas une image fidèle de sa situation financière. De plus, le prix d'émission et de rachat des actions de la Société ne serait plus calculé sur la même base que celle utilisée pour établir les états financiers.

Également, selon les normes IFRS actuelles, l'ensemble des exigences relatives à la comptabilisation et à la divulgation des instruments financiers devraient être appliquées. La Société devrait ainsi classer ses instruments financiers selon les différentes classes prescrites par les normes IFRS et suivre le mode de comptabilisation correspondant. De plus, leur classification entraînerait une divulgation accrue dans les états financiers, particulièrement en ce qui a trait à l'évaluation des instruments financiers.

L'exposé-sondage proposé en août 2011 par l'IASB établit des critères selon lesquels une société se qualifierait à titre d'entité d'investissement. Une telle entité d'investissement serait alors tenue de présenter à la juste valeur l'ensemble des investissements qu'elle détient, incluant ceux pour lesquels elle exerce le contrôle. Ces propositions se rapprochent donc de l'esprit de la norme NOC-18 actuellement en vigueur au Canada.

Aussi, selon les normes proposées, certaines divulgations supplémentaires relatives aux investissements détenus seraient requises. Dans le cadre du processus de consultation usuelle suivant la publication de l'exposé-sondage, la Société, conjointement avec d'autres partenaires de l'industrie québécoise des fonds de capital de développement, a fait part à l'IASB et au CNC de certains commentaires à cet égard. La Société suit en 2012 l'évolution des travaux de l'IASB.

À la suite des commentaires reçus sur l'exposé-sondage sur les entités d'investissement, l'IASB a poursuivi ses délibérations et envisage la publication d'une nouvelle norme pour les entités d'investissements avant la fin 2012.

Quantification des incidences

L'exposé-sondage, si approuvé tel quel, n'aurait ainsi pas d'incidence sur les résultats et la situation financière de la Société.

D'autre part, la loi constitutive de la Société prévoit que le prix d'émission et de rachat de ses actions sera calculé sur la base des IFRS ajustées, s'il y a lieu, pour refléter la juste valeur des investissements et annuler les effets de la consolidation. Ainsi, le passage aux normes IFRS n'aura aucune incidence significative à cet égard, et ce, peu importe l'issue des discussions sur l'exposé-sondage actuellement en cours.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

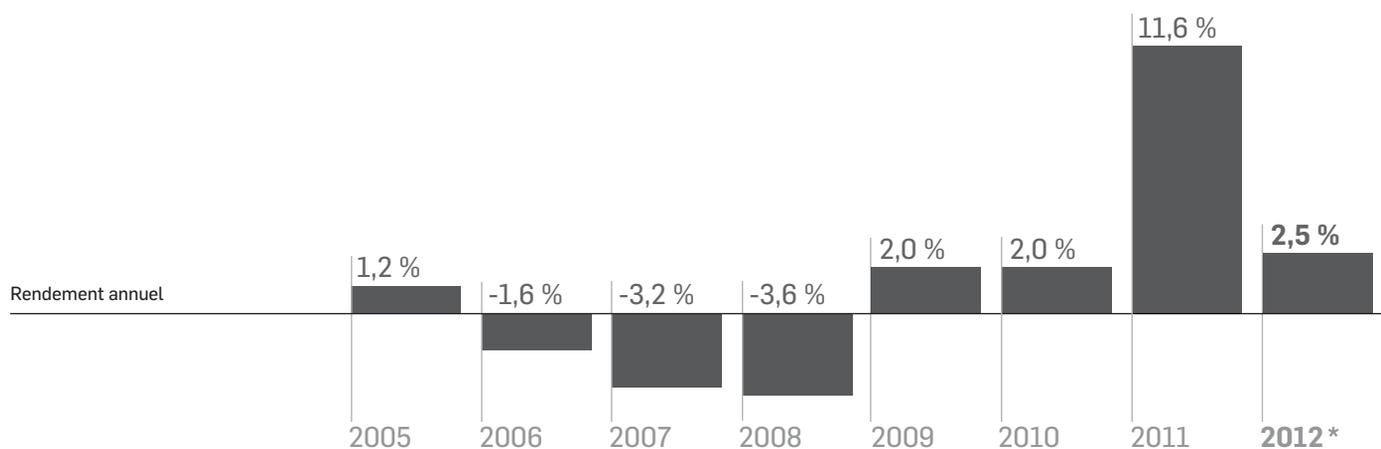
Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont liées. Ces opérations sont décrites à la note 16 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les sept derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2012. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2012.

RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 30 JUIN 2012

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ans	5 ans	3 ans	1 an
1,3%	2,6%	5,4%	12,5%

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPALES CATÉGORIES D'ACTIF

Au 30 juin 2012, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

Catégories d'actif	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois*	
Capital de développement	12,4
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	18,7
Innovations technologiques	1,8
Capital de risque – Santé	0,5
Fonds	7,5
Total – Investissements à impact économique québécois	40,9
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	7,3
Obligations	46,5
Actions privilégiées	3,6
Total – Autres investissements	57,4

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 30 juin 2012, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 12 émetteurs*	25,2
Fiducie du Canada pour l'habitation	10,3
Province du Québec	9,8
Financement-Québec	3,6
Province de l'Ontario	3,4
Financière CDP	3,1
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	3,0
Banque de Montréal	2,0
Banque Toronto Dominion	1,9
Banque de Nouvelle-Écosse	1,5
Banque Royale	1,4
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,4
LNH Banque de Nouvelle-Écosse (garanti SCHL)	1,1
Société de Financement GE Capital Canada	0,9

* Les 12 émetteurs représentant collectivement 25,2% de l'actif net de la Société sont :

- ▶ A. & D. Prévost inc.
- ▶ Avjet Holding inc.
- ▶ Camoplast Solideal inc.
- ▶ Capital croissance PME S.E.C.
- ▶ Confiseries Régale inc.
- ▶ Corporation de Développement Knowlton inc.
- ▶ Desjardins – Innovatech S.E.C.
- ▶ Groupe Canmec inc.
- ▶ Groupe Filgo inc.
- ▶ Groupe GFI Solutions inc.
- ▶ Groupe TELECON
- ▶ La Coop fédérée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 16 août 2012

Le 16 août 2012

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre les vérificateurs internes de la Société. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 16 août 2012. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers
30 juin 2012



16 août 2012

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent le bilan au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2012 et 2011, ainsi que les notes annexes incluant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie des exercices pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2011 et 2010, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Montréal, Canada

¹ CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	Au 30 juin 2012 \$	Au 31 décembre 2011 \$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 4)	551 128	541 909
Autres investissements (note 5)	739 314	667 873
Encaisse	35 938	14 905
Comptes débiteurs (note 6)	32 884	16 820
Impôts sur les bénéfices (note 14)	16 348	14 548
	1 375 612	1 256 055
Passif		
Comptes créditeurs (note 8)	2 288	6 173
Billets à payer (note 9)	11 316	14 335
Impôts sur les bénéfices (note 14)	13 513	15 120
	27 117	35 628
Actif net	1 348 495	1 220 427
Nombre d'actions ordinaires en circulation	119 544 005	110 775 643
Actif net par action ordinaire	11,28	11,02

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle _____, administrateur

(signé) Jacques Plante _____, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2012 et 2011

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice net par action ordinaire)

	2012	2011
	\$	\$
Produits		
Intérêts	22 172	20 518
Dividendes	2 619	1 611
Honoraires de négociation	1 645	920
Frais d'administration	526	464
	<u>26 962</u>	<u>23 513</u>
Charges		
Frais de gestion	13 331	12 518
Autres frais d'exploitation (note 13)	1 486	843
Services aux actionnaires (note 13)	1 032	983
	<u>15 849</u>	<u>14 344</u>
Revenu net d'investissement	<u>11 113</u>	<u>9 169</u>
Gains (pertes) sur investissements		
Réalisés	61 747	13 907
Non réalisés	(36 014)	(7 213)
	<u>25 733</u>	<u>6 694</u>
Impôts sur les bénéfices (note 14)	<u>5 913</u>	<u>3 954</u>
Bénéfice net de la période	<u>30 933</u>	<u>11 909</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	112 082 355	103 150 658
Bénéfice net par action ordinaire	0,28	0,12

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2012 et 2011

(en milliers de dollars)

	2012 \$	2011 \$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de la période	30 933	11 909
Ajustements pour		
Gains réalisés sur investissements	(61 747)	(13 907)
Pertes non réalisées sur investissements	36 014	7 213
Amortissement des logiciels	-	187
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	1 977	1 395
Impôts futurs	141	(1 357)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(2 059)	(1 996)
	<hr/> 5 259	<hr/> 3 444
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 15)	(8 619)	1 797
	<hr/> (3 360)	<hr/> 5 241
Activités d'investissement		
Acquisitions d'investissements à impact économique québécois	(96 934)	(62 284)
Acquisitions d'autres investissements	(287 450)	(381 794)
Produits de la cession d'investissements à impact économique québécois	91 331	71 755
Produits de la cession d'autres investissements	219 375	282 046
	<hr/> (73 678)	<hr/> (90 277)
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	149 887	105 472
Rachat d'actions ordinaires	(52 832)	(55 525)
	<hr/> 97 055	<hr/> 49 947
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	20 017	(35 089)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<hr/> 32 491	<hr/> 88 108
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 12)	<hr/> 52 508	<hr/> 53 019
Renseignements supplémentaires		
Impôts sur les bénéfices payés	9 368	1 046

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de treize membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2011, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, prêts et avances

Les participations en actions non cotées et les prêts et avances sont inscrits à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées et en des contrats de change. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, la Société n'est pas partie à des transactions de vente à découvert.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, la Société ne détient aucun titre acquis en vertu de conventions de revente ni de titre vendu en vertu de convention de rachat.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs et comptes créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme dont l'échéance originale est inférieure à 90 jours.

La juste valeur des comptes débiteurs (sauf les montants à recevoir sur les cessions d'investissements), de l'encaisse et des comptes créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est établie de la même façon que celles des investissements à impact économique québécois.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan. Aux résultats les plus ou moins values réalisées ou non réalisées sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains (pertes) sur investissements ».

Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devise, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Billets à payer

Les billets à payer sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à la date du bilan. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements non réalisés » aux résultats. Lors du règlement d'un billet, le gain ou la perte réalisé est comptabilisé sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements réalisés » aux résultats.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices. Elle est également assujettie aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Selon ces règles, la Société peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions.

Constataion des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Les gains et les pertes réalisés sur les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur.

Gains et pertes réalisés sur billets à payer

Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer sont comptabilisés lorsque le billet est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement de ce billet et sa valeur initiale. Ces gains et pertes ne prennent pas en compte les gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

3 Modification future de conventions comptables

À titre de société de placement, la Société cessera d'établir ses états financiers conformément aux PCGR du Canada tel qu'il est décrit à la Partie V du Manuel de l'ICCA - Normes comptables en vigueur avant le basculement, pour les périodes commençant le 1^{er} janvier 2014. À ce moment, la Société commencera à appliquer les IFRS tel qu'il est indiqué à la Partie I du Manuel de l'ICCA - IFRS, comme référentiel comptable.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé du coût des investissements à impact économique québécois* est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2012		
	Coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	257 891	21 956	279 847
Actions privilégiées	76 042	(902)	75 140
Prêts et avances	206 220	(16 476)	189 744
Garantis			
Prêts et avances	6 562	(165)	6 397
	546 715	4 413	551 128
	Au 31 décembre 2011		
	Coût	Gain (perte) non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	216 820	(3 649)	213 171
Actions privilégiées	66 845	61 477	128 322
Prêts et avances	208 438	(14 640)	193 798
Garantis			
Prêts et avances	6 881	(263)	6 618
	498 984	42 925	541 909

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en devises étrangères pour une juste valeur de 91,5 M\$ (150,9 M\$ au 31 décembre 2011).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,5 % (11,6 % au 31 décembre 2011) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,1 années (4,3 années au 31 décembre 2011). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

a) La répartition des investissements et des engagements par catégorie d'actif s'établit comme suit :

Catégorie d'actif	Au 30 juin 2012				
	Investissements	Gain	Juste	Fonds	Engagement
	au coût	(perte)		engagés	
\$	\$	\$	\$ ¹	total	
Capital de développement	170 094	(3 204)	166 890	5 450	172 340
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	212 867	38 374	251 241	10 500	261 741
Innovations technologiques	38 598	(14 031)	24 567	-	24 567
Capital de risque - Santé	16 764	(10 546)	6 218	-	6 218
Fonds	108 392	(6 180)	102 212	109 574	211 786
Total	546 715	4 413	551 128	125 524	676 652

Catégorie d'actif	Au 31 décembre 2011				
	Investissements	Gain	Juste	Fonds	Engagement
	au coût	(perte)		engagés	
\$	\$	\$	\$ ¹	total	
Capital de développement	154 340	(5 954)	148 386	5 250	153 636
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	169 776	18 907	188 683	24 096	212 779
Innovations technologiques	38 233	(14 238)	23 995	-	23 995
Capital de risque - Santé	34 482	50 593	85 075	-	85 075
Fonds	102 153	(6 383)	95 770	122 476	218 246
Total	498 984	42 925	541 909	151 822	693 731

¹ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

<u>2012 (6 mois)</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2016 et suivants</u>	<u>Total</u>
41 453 \$	43 385 \$	12 353 \$	8 000 \$	20 333 \$	125 524 \$

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2012		
	Coût	Gain non réalisé	Juste valeur
	\$	\$	\$
Obligations			
Fédérales ou garanties	198 864	8 905	207 769
Provinciales ou garanties	226 436	8 121	234 557
Institutions financières	144 721	4 324	149 045
Sociétés	33 734	2 320	36 054
	603 755	23 670	627 425
Instruments de marché monétaire ¹	61 959	-	61 959
Contrats de change ²	-	838	838
Actions privilégiées	48 581	511	49 092
Total	714 295	25 019	739 314

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2012			
Échéance	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	-	212 632	391 123	603 755
Valeur nominale	-	207 853	370 918	578 771
Juste valeur	-	216 535	410 890	627 425
Taux moyen nominal ³	-	3,35 %	4,14 %	3,86 %
Taux moyen effectif	-	2,37 %	3,29 %	2,97 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2011		
	Coût \$	Gain non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	179 559	8 538	188 097
Provinciales ou garanties	195 181	8 503	203 684
Institutions financières	133 952	3 270	137 222
Sociétés	31 294	1 832	33 126
	539 986	22 143	562 129
Instruments de marché monétaire ¹	63 355	-	63 355
Contrats de change ²	-	296	296
Actions privilégiées	41 648	445	42 093
Total	644 989	22 884	667 873

Répartition des obligations par échéance

Échéance	Au 31 décembre 2011			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût non amorti	-	215 579	324 407	539 986
Valeur nominale	-	212 372	308 123	520 495
Juste valeur	-	218 994	343 135	562 129
Taux moyen nominal ³	-	2,94 %	4,41 %	3,81 %
Taux moyen effectif	-	2,25 %	3,58 %	3,05 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 30 juin 2012, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale entre 1 et 12 mois (entre 0 et 11 mois au 31 décembre 2011).

² Les contrats de change pour vendre un notionnel de 105,2 M\$ US et de 1,1 M\$ AU (dollar australien) ont une échéance de trois mois (153,6 M\$ US et 1,1 M\$ AU au 31 décembre 2011).

³ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6 Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2012 \$	Au 31 décembre 2011 \$
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	5 149	4 921
Taxes de vente à recevoir	972	737
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	25 641	10 565
Autres comptes débiteurs	1 122	597
	<hr/>	<hr/>
	32 884	16 820
	<hr/>	<hr/>

Les débiteurs incluent des montants à recevoir sur les cessions d'investissements évalués en devises étrangères de 24,4 M\$ (6,4 M\$ au 31 décembre 2011).

7 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins plus 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

8 Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2012 \$	Au 31 décembre 2011 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 670	4 669
Autres comptes créditeurs	618	1 504
	<hr/>	<hr/>
	2 288	6 173
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9 Billets à payer

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté à ce montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion assumés par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Au 30 juin 2012, des billets à payer d'une juste valeur de 8,8 M\$ étaient liés à des investissements évalués en devises étrangères (9,6 M\$ au 31 décembre 2011).

Les billets à payer ont une échéance initiale de trois ans. Les billets non réglés à cette date devront faire l'objet d'une renégociation entre Desjardins Capital de risque, S.E.C. et la Société.

10 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2013 est de 150 M\$. Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, cette limite a été respectée.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

11 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 10.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2012 \$	Au 30 juin 2011 \$
Encaisse	35 938	5 875
Instruments de marché monétaire	16 570	47 144
	<hr/>	<hr/>
	52 508	53 019
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

13 Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2012	30 juin 2011
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	168	119
Rémunération des administrateurs	149	143
Autres honoraires professionnels	480	275
Charges (produits) financiers	(137)	5
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	54	42
Autres charges	772	72
Amortissement des logiciels	-	187
	<u>1 486</u>	<u>843</u>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	706	862
Communication de l'information aux actionnaires	75	62
Autres charges	251	59
	<u>1 032</u>	<u>983</u>

14 Impôts sur les bénéfices

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2012	30 juin 2011
	\$	\$
Impôts exigibles	5 772	5 311
Impôts futurs	141	(1 357)
	<u>5 913</u>	<u>3 954</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2012	30 juin 2011
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 %	14 702	6 329
Écart permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Gains réalisés et non réalisés sur investissements	(5 460)	(1 450)
Dividendes non imposables	(1 045)	(643)
Impôts remboursables	(2 630)	-
Autres	346	(282)
	<u>5 913</u>	<u>3 954</u>

c) Les soldes d'impôts sur les bénéfices comprennent les éléments suivants :

	Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2011	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
	\$	\$	\$	\$
Impôts en main remboursables au titre de gain en capital réalisés	12 228	-	5 335	-
Impôts sur les bénéfices à recouvrer (à payer)	-	(9 689)	-	(6 344)
	<u>12 228</u>	<u>(9 689)</u>	<u>5 335</u>	<u>(6 344)</u>
Impôts futurs en main remboursables au titre de gain en capital réalisés	4 120	-	9 213	-
Impôts futurs - Investissements	-	(3 824)	-	(8 776)
	<u>4 120</u>	<u>(3 824)</u>	<u>9 213</u>	<u>(8 776)</u>
	<u>16 348</u>	<u>(13 513)</u>	<u>14 548</u>	<u>(15 120)</u>

15 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2012	30 juin 2011
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	(908)	359
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recouvrer	(1 800)	4 264
Diminution des impôts sur les bénéfices à payer	(1 748)	-
Diminution des comptes créditeurs	(4 163)	(2 826)
	<u>(8 619)</u>	<u>1 797</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

16 Opérations entre parties liées

La Société est liée à Desjardins Capital de risque (« DCR »), son gestionnaire. Ce dernier est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. La Société est donc indirectement liée au Mouvement des caisses Desjardins.

- La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société était en vigueur pour un terme initial de dix ans, terminé le 31 décembre 2011. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, les parties ont convenu de renouveler la présente convention pour un an avec les mêmes modalités à l'exception du taux démontré ci-bas. Les parties ont convenu de revoir les modalités de l'entente avant son prochain renouvellement.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser des honoraires de gestion équivalant à 2,25 % (2,5 % pour la période de 6 mois se terminant le 30 juin 2011) de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2008. Cette convention a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2012.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin. Toutefois, étant donné la révision des modalités de la convention de gestion entre la Société et son gestionnaire, les termes du contrat avec Fiducie Desjardins pourraient, par le fait même, être révisés.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux conditions du marché, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2012 \$	Au 31 décembre 2011 \$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	3 150	14 074
Autres investissements	11 545	26 071
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	63	87
Capital Desjardins		
Autres investissements	11 383	9 955
Comptes créditeurs	91	83
Desjardins Capital de risque inc.		
Comptes créditeurs	83	1 764
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Comptes créditeurs	165	45
Billets à payer	11 316	14 335
Fédération des Caisses Desjardins du Québec		
Comptes créditeurs	82	-
Fiducie Desjardins		
Encaisse	33 033	890
Comptes créditeurs	459	483

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 juin 2012	30 juin 2011
	\$	\$
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	264	282
Gains (pertes) sur investissements réalisés	1 066	3 485
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	583	(968)
Capital Desjardins		
Intérêts	37	185
Gains (pertes) sur investissements réalisés	-	113
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	344	(125)
Desjardins Capital de risque inc.		
Frais de gestion	13 331	12 518
Autres frais d'exploitation	479	104
Desjardins Capital de risque, s.e.c.		
Gains (pertes) sur investissements réalisés	(2 976)	82
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	5 446	(1 545)
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains (pertes) sur investissements non réalisés	-	23
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	357	192
Fiducie Desjardins		
Services aux actionnaires	706	862
Autres frais d'exploitation	56	42

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

17 Instruments financiers et risques associés

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes.

Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

	Au 30 juin 2012			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	6 877	-	544 251	551 128
Autres investissements	537 484	201 830	-	739 314
Encaisse	35 938	-	-	35 938
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	25 641	25 641
	Au 31 décembre 2011			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	5 572	-	536 337	541 909
Autres investissements	472 431	195 442	-	667 873
Encaisse	14 905	-	-	14 905
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	10 565	10 565

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'incidence est généralement reflétée dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financière, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur incidence dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, la Société considère l'incidence sur le portefeuille dans son ensemble comme marginale.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie :

	Au 30 juin 2012		
	Montants à		
	recevoir sur les		
	cessions		
	Investissements à		d'investissements
	impact		à impact
	économique	Autres	économique
	québécois	investissements	québécois
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2011	536 337	-	10 565
Gains (pertes) réalisés	57 353	-	(263)
Gains (pertes) non réalisés	(39 797)	-	-
Acquisitions	98 993	-	17 857
Cessions	(108 615)	-	(2 518)
Transfert au niveau 1	(20)	-	-
Solde au 30 juin 2012	544 251	-	25 641
Gains non réalisés sur investissements détenus au 30 juin 2012	20 604	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2011		
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$
Solde au 31 décembre 2010	433 759	280	3 037
Gains (pertes) réalisés	18 524	(3 581)	(533)
Gains (pertes) non réalisés	82 906	3 663	-
Acquisitions	140 421	-	13 094
Cessions	(127 032)	(362)	(5 033)
Transfert au niveau 1	(12 241)	-	-
Solde au 31 décembre 2011	536 337	-	10 565
Gains non réalisés sur investissements détenus au 31 décembre 2011	82 870	-	-

Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 5 à 7 et font partie intégrante des états financiers audités.

18 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2011 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'année en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 30 juin 2012



Le 16 août 2012

Rapport de l'auditeur indépendant sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois accompagnant les états financiers

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

En date du 16 août 2012, nous avons fait rapport sur les bilans de Capital régional et coopératif Desjardins (« la société ») au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2012 et 2011.

Dans le cadre de nos audits des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également mis en œuvre des procédures d'audit sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 30 juin 2012. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la société.

À notre avis, le relevé présente, à tous les égards importants, le coût des investissements à impact économique québécois au 30 juin 2012 lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Montréal, Canada

¹ CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A119427

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
Abitibi-Témiscamingue						
9249-2545 Québec inc.	2011	CDév	-	-	175	175
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	CDév	170	68	-	238
Coopérative de travailleurs actionnaire de l'Usine de LVL de Ville-Marie	2011	CDév	-	85	-	85
Héli Explore inc.	2007	CDév	-	63	-	63
Hôtel des Eskers inc.	2007	CDév	200	97	-	297
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	CDév	225	26	-	251
Industries Béroma inc. (Les)	2009	CDév	-	153	-	153
Norbell Électrique inc.	2010	CDév	-	217	-	217
Toitures G.G.R. inc. (Les)	2010	CDév	-	255	-	255
Transport scolaire R.N. Itée	2008	CDév	200	93	-	293
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	CDév	125	108	-	233
VCC-Massénoir inc. (anc. Vieux Comptoir Construction inc.)	2010	CDév	-	742	-	742
Vézeau et frères inc.	2009	CDév	-	636	-	636
Total Abitibi-Témiscamingue			920	2 543	175	3 638
Bas-Saint-Laurent						
Bâtitech Itée	2007	CDév	70	273	100	443
Boutique Le Pentagone inc.	2008	R & IM	1 288	8 688	-	9 976
Fonderie BSL inc.	2010	CDév	-	216	50	266
Gestion Alain Hébert inc.	2009	CDév	-	393	-	393
Gestion Arnold Gauthier inc.	2002	CDév	-	18	-	18
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	CDév	-	465	-	465
Groupe Composites VCI inc.	2007	CDév	2 250	494	-	2 744
Groupe Fillion Sport inc.	2008	CDév	-	249	-	249
Industries Jack inc.	2010	CDév	-	-	23	23
Leblanc Environnement inc.	2008	CDév	250	142	-	392
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	CDév	-	-	59	59
Scierie St-Fabien inc.	2010	CDév	119	-	-	119
Sirois Transport inc. (anc. Transport Sébastien Sirois)	2009	CDév	-	397	-	397
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	CDév	-	591	-	591
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	CDév	-	478	-	478
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	CDév	125	153	-	278
Total Bas-Saint-Laurent			4 102	12 557	232	16 891
Capitale-Nationale						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	CDév	-	301	-	301
Base 4 inc.	2009	CDév	-	210	-	210
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Coopérative de travailleurs actionnaire du Groupe Congébec	2005	CDév	-	50	-	50

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Creaform inc.	2009	R & IM	500	6 785	-	7 285
Cross Match Technologies inc.	2008	IT	4 110	-	-	4 110
Engrenage Provincial inc.	2005	CDév	-	1 500	-	1 500
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	592	-	592
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	69	-	69
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 191	38	-	11 229
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	1 500	-	1 500
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	IT	-	-	130	130
OptoSecurity inc.	2007	IT	3 760	2 715	-	6 475
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	192	-	192
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	481	-	481
Poste Express	2006	CDév	-	13	-	13
Technologies Obzerv inc.	2010	CDév	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			24 861	14 446	130	39 437
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc	2009	R & IM	3 800	8 909	-	12 709
Demtec inc.	2005	CDév	400	937	-	1 337
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	80	-	80
Farinart inc.	2010	CDév	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	CDév	3 583	962	-	4 545
Groupe Bluberi inc.	2007	CDév	-	2 823	-	2 823
Investissements Brasco inc.	2009	CDév	-	674	-	674
Métalus inc.	2008	CDév	-	1 700	-	1 700
Service funéraire coopératif Drummond	2007	CDév	-	312	-	312
Total Centre-du-Québec			8 033	16 397	-	24 430
Chaudière - Appalaches						
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	496	-	496
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	822	-	822
Chariots élévateurs du Québec inc. (Les)	2009	CDév	-	63	-	63
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	150	108	-	258
CIF Métal ltée	2005	R & IM	4 009	-	-	4 009
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	1 797	-	1 797
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	133	-	133
Émile Bilodeau et Fils inc.	2008	CDév	-	199	-	199
Groupe Filgo inc.(anc. Philippe Gosselin et Ass. ltée)	2012	R & IM	14 000	3 000	-	17 000
Groupe HBS inc.	2010	CDév	-	358	-	358
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	CDév	-	336	-	336
Hortau inc.	2010	CDév	555	-	-	555
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	500	1 593	-	2 093
Matiss inc.	2002	CDév	-	270	-	270

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Métal Bernard inc.	2010	CDév	-	346	-	346
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	793	-	793
Poutrelles Delta inc.	2006	CDév	-	240	-	240
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	661	-	661
Services Bivac inc.	2010	CDév	-	465	-	465
Structures D.L.D. Itée	2008	CDév	-	211	-	211
Tibetral Système inc.	2006	CDév	400	266	300	966
Transport de l'Amiante	2006	CDév	-	17	-	17
Total Chaudière - Appalaches			19 614	12 174	300	32 088
Côte-Nord						
Boisaco inc.	2010	CDév	1 000	-	-	1 000
Granulco inc.	2009	CDév	-	135	-	135
Simard Suspensions inc.	2009	CDév	-	738	-	738
Solugaz inc.	2007	CDév	-	125	-	125
Total Côte-Nord			1 000	998	-	1 998
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	CDév	-	300	-	300
Camoplast Solideal inc.	2002	R & IM	32 087	-	-	32 087
Cogiscan inc.	2002	IT	848	1 299	362	2 509
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	654	-	654
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	CDév	-	800	-	800
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	CDév	-	1 335	-	1 335
CoopTel, coop de télécommunication	2009	CDév	-	2 325	-	2 325
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	700	-	700
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	297	-	297
FilSpec inc.	2004	CDév	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	-	227	-	227
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	CDév	-	337	-	337
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	CDév	-	293	-	293
Kemestrie inc.	2010	CR – Santé	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	CDév	-	1 003	-	1 003
Mirazed inc.	2007	CDév	780	63	-	843
Multi X inc.	2006	CDév	-	300	-	300
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	132	-	132
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	162	-	162
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	10 569	-	-	10 569
Total Estrie			45 925	10 227	362	56 514

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	CDév	-	97	-	97
Azentic inc.	2006	CDév	-	289	-	289
Construction L.F.G. inc.	2009	CDév	-	1 268	-	1 268
Éocycle Technologies inc.	2004	CDév	1 505	-	500	2 005
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	CDév	-	1 025	-	1 025
Hôtel Baker ltée	2007	CDév	-	89	-	89
Pesca Conseillers en biologie inc.	2007	CDév	-	103	-	103
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			1 505	2 871	500	4 876
Lanaudière						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	354	-	354
Groupe DCM inc.	2012	CDév	3 000	3 387	-	6 387
Total Lanaudière			3 000	3 741	-	6 741
Laurentides						
J.L. Brissette ltée	2008	CDév	125	83	-	208
Total Laurentides			125	83	-	208
Laval						
3591859 Canada inc. (anc. Neks Technologies inc.)	2002	CDév	26	49	-	75
Confiseries Régale inc.	2011	R & IM	4 281	11 082	-	15 363
Équipement Polytek inc. (Les)	2010	CDév	-	170	-	170
Investissements Canadiens Libanais Corp. ltée (Les)	2007	CDév	-	2 812	-	2 812
Technologies 20-20 inc.	2002	IT	859	-	-	859
Total Laval			5 166	14 113	-	19 279
Mauricie						
Groupe Soucy inc.	2008	CDév	-	192	-	192
Groupe TELECON	2011	R & IM	12 000	16 567	-	28 567
Innovations Voltflex inc.	2006	CDév	17	346	50	413
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	CDév	-	4 081	-	4 081
Morand Excavation inc.	2007	CDév	-	194	-	194
Plomberie René Gilbert ltée	2009	CDév	-	267	-	267
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	CDév	-	670	-	670
RGF Électrique inc.	2009	CDév	-	567	-	567
Total Mauricie			12 017	22 884	50	34 951

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Prêts et avances	Prêts et avances	
Montérégie						
A. & D. Prévost inc.	2011	R & IM	9 472	9 500	-	18 972
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	CDév	6 000	-	-	6 000
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	207	-	207
Approvisionnement populaire inc.	2009	CDév	-	323	-	323
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	4 030	-	4 030
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	99	-	99
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	R & IM	5 827	6 555	-	12 382
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	142	-	142
Groupe Habitations Signature inc.	2010	CDév	-	4 258	-	4 258
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	1 500	-	1 500
Miss Arachew inc.	2006	CDév	-	46	-	46
Normandin inc.	2010	CDév	-	638	-	638
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	CDév	-	193	-	193
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	735	-	898
Soleil Communication-Marketing Ltée.	2007	CDév	-	30	-	30
Total Montérégie			21 462	28 256	-	49 718
Montréal						
3252736 Canada Inc. (anc. Biotonix inc.)	2010	IT	171	-	-	171
3CI inc.	2007	CDév	1 500	650	-	2 150
9031-1671 Québec inc. (Fondations Prétech)	2008	CDév	-	626	-	626
9217-0935 Québec inc. (MVM)	2009	IT	200	-	50	250
Active Tech Electronics inc.	2008	CDév	1 250	2 202	329	3 781
Alyotech Canada inc.	2006	R & IM	6 886	-	-	6 886
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 186	-	-	1 186
Biotonix (2010) inc.	2010	IT	-	-	50	50
Cavalía inc	2010	R & IM	-	4 858	-	4 858
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	CDév	-	632	-	632
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	CDév	-	391	-	391
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	356	567	-	923
Formédica Ltée	2009	CDév	-	-	1 600	1 600
Groupe de Jeux Amaya inc.	2010	CDév	-	875	-	875
Groupe GFI Solutions inc.	2012	R & IM	15 000	10 000	-	25 000
Groupe Graham International inc.	2011	R & IM	4 050	4 050	-	8 100
Groupe Tapico inc.	2009	CDév	-	20	-	20
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	R & IM	3 000	2 688	-	5 688
La Coop fédérée	2005	CDév	25 000	25 000	-	50 000
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 354	-	1 354
Mon Mannequin Virtuel inc.	2005	IT	13	2 000	242	2 255

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Negotium Technologies	2008	IT	-	431	-	431
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	CR – Santé	3 308	-	-	3 308
Systemex Communications (S.C.) inc.	2010	CDév	-	900	-	900
Total Montréal			61 920	57 244	2 271	121 435
Ontario						
Skywave Mobile Communications inc.	2010	IT	7 249	-	-	7 249
Total Ontario			7 249	-	-	7 249
Outaouais						
Cactus Commerce inc.	2004	IT	-	-	1 694	1 694
Coopérative forestière de l'Outaouais	2006	CDév	-	232	-	232
Evolutel inc.	2008	CDév	-	151	-	151
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	675	-	675
Groupement forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	31	-	31
Total Outaouais			-	1 089	1 694	2 783
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9137-1666 Québec inc. (Constructions P3L)	2007	CDév	-	726	-	726
9214-8832 Québec inc.	2009	CDév	-	361	-	361
Alutrans Canada inc.	2008	CDév	150	150	-	300
André Potvin cuisine/salle de bain inc.	2008	CDév	125	69	-	194
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	CDév	-	116	-	116
Constructions Proco inc.	2007	CDév	500	188	-	688
Coopérative Forestière de Girardville	2007	CDév	-	717	-	717
Démolition et excavation Demex inc.	2008	CDév	-	347	-	347
Échafaudage Industriel inc.	2010	CDév	-	351	-	351
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	CDév	-	454	-	454
Entreprises Rodrigue Piquette inc. (Les)	2010	CDév	-	-	486	486
Groupe Canmec inc.	2004	R & IM	3 286	699	-	3 985
Groupe Nokamic inc.	2005	CDév	-	185	-	185
Immeubles Ultra-Violet inc.	2010	CDév	-	508	-	508
Nature 3M inc.	2002	CDév	-	20	-	20
Nokamic inc.	2010	CDév	-	-	356	356
Norfruit inc.	2010	CDév	-	140	-	140
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	CDév	750	750	-	1 500
Services de soins de santé						
Opti-Soins inc. (Les)	2008	CDév	400	134	-	534
Services Nolitrex inc.	2008	CDév	500	308	-	808
Transports Réjean Fortin inc.	2006	CDév	-	22	-	22

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Catégorie d'actif	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Végétolab inc.	2003	CDév	-	5	6	11
Vianades C.D.S. inc. (Les)	2006	CDév	270	-	-	270
Vieille Garde inc. (La)	2009	CDév	-	102	-	102
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	CDév	300	245	-	545
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			6 281	6 597	848	13 726
Hors Canada						
Pharmaxis Ltd	2010	CR – Santé	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Fonds						
Capital croissance PME S.E.C.	2010	Fonds	37 326	-	-	37 326
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	Fonds	40 750	-	-	40 750
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	Fonds	7 919	-	-	7 919
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	Fonds	9 016	-	-	9 016
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	Fonds	1 667	-	-	1 667
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	Fonds	500	-	-	500
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	Fonds	2 530	-	-	2 530
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	Fonds	8 685	-	-	8 685
Total Fonds			108 393	-	-	108 393
Total au coût			333 933	206 220	6 562	546 715

Légende par catégorie d'actif

Cdév :	Capital de développement
R & IM :	Rachats d'entreprises et investissements majeurs
IT :	Innovations technologiques
CR – Santé :	Capital de risque - Santé
Fonds :	Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements

Au 30 juin 2012

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (84,9 %)				
Obligations fédérales ou garanties (28,1 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2018-12-15, 4,10 %	25 100	26 454	28 509
	2020-12-15, 3,35 %	40 419	40 776	44 247
	2021-06-15, 3,80 %	30 635	32 524	34 685
	2022-03-15, 2,65 %	30 950	31 830	32 000
LNH Banque de Nouvelle-Écosse ¹	2016-04-01, 4,05 %	13 642	14 530	14 662
LNH Banque Toronto Dominion ¹	2014-04-01, 2,15 %	5 268	5 302	5 329
	2014-09-01, 2,60 %	17 448	17 713	17 759
	2015-09-01, 1,95 %	16 767	16 857	16 861
PSP Capital Inc.	2017-02-16, 2,26 %	1 950	1 940	1 964
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2017-02-01, 4,35 %	10 500	10 938	11 753
Total obligations fédérales ou garanties		192 679	198 864	207 769
Obligations provinciales ou garanties (31,7 %)				
Cadillac Fairview Finance Trust	2016-01-25, 3,24 %	5 500	5 529	5 721
	2018-05-09, 3,64 %	3 000	3 131	3 189
Financement-Québec	2016-12-01, 3,50 %	6 920	7 032	7 400
	2017-12-01, 3,50 %	24 800	25 599	26 593
	2018-12-01, 2,40 %	15 000	14 920	15 090
Financière CDP	2015-07-15, 1,73 %, taux variable	37 926	37 901	37 958
	2020-07-15, 4,60 %	3 000	3 322	3 400
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	2 000	2 068	2 205
	2019-06-03, 4,88 %	4 000	4 262	4 597
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 570	1 617
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 027	3 238
Province de l'Ontario	2021-06-02, 4,00 %	9 975	10 312	11 048
	2022-06-02, 3,15 %	8 000	8 243	8 262
Province de Québec	2018-12-01, 4,50 %	5 000	5 672	5 669
	2019-12-01, 4,50 %	30 344	32 019	34 524
	2020-12-01, 4,50 %	29 670	32 488	33 825
	2021-12-01, 4,25 %	20 300	22 318	22 749
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 150	1 231
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 552	2 817
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 321	3 424
Total obligations provinciales ou garanties		216 591	226 436	234 557
Obligations d'institutions financières (20,2 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-04-30, 4,11 %	6 400	6 597	6 698
	2016-11-08, 2,65 %	3 500	3 494	3 535
	2017-07-14, 3,95 %	4 800	4 908	5 130
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 237	2 329

¹ Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Banque de Montréal	2016-04-21, 5,10 %	17 050	18 070	18 604
	2016-07-08, 3,98 %	1 000	1 017	1 043
	2018-03-28, 6,17 %	6 150	7 098	7 203
Banque de Nouvelle-Écosse	2014-04-15, 4,94 %	11 000	11 482	11 550
	2017-06-08, 4,10 %	2 000	2 059	2 150
Banque Nationale du Canada	2014-12-22, 4,93 %	4 850	5 021	5 159
	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 103	1 112
Banque Royale du Canada	2013-11-04, 5,45 %	4 500	4 707	4 707
	2015-06-15, 4,35 %	4 000	4 025	4 197
	2019-05-07, 2,98 %	2 000	2 000	2 018
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	7 134	7 545	7 689
	2018-07-09, 5,83 %	10 400	11 454	12 056
Caisse centrale Desjardins	2014-02-11, 1,85 %, taux variable	6 500	6 476	6 508
	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 143	4 380
Capital Desjardins inc.	2014-04-01, 5,76 %	1 500	1 539	1 585
	2020-05-05, 5,19 %	8 750	9 246	9 798
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 626	2 694
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	2 000	2 137	2 268
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	423
General Electric Capital Corporation	2015-01-26, 2,62 %, taux variable	2 000	2 000	2 018
Great-West Lifeco inc.	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 535	1 744
Placements CI inc.	2015-12-14, 3,94 %	597	612	617
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	3 350	3 824	3 999
Société de Financement GE Capital Canada	2014-02-10, 2,14 %, taux variable	5 000	4 998	5 010
	2014-06-11, 2,20 %, taux variable	1 500	1 500	1 502
	2017-08-17, 5,53 %	5 500	5 975	6 168
Société Financière IGM Inc.	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 166	2 290
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 337	2 455
VW Credit Canada inc.	2016-02-01, 3,60 %	390	390	406
Total obligations d'institutions financières		137 121	144 721	149 045
Obligations de sociétés (4,9 %)				
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2017-06-01, 4,85 %	3 255	3 412	3 638
Bell Canada	2017-02-15, 5,00 %	1 500	1 569	1 642
	2019-06-18, 3,35 %	1 000	998	1 003
	2021-05-19, 4,95 %	5 000	5 116	5 492
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1 000	1 194	1 227
First Capital Realty	2015-06-01, 5,95 %	1 000	1 029	1 082
	2019-07-30, 5,48 %	1 400	1 466	1 540
Loblaws	2020-06-18, 5,22 %	3 500	3 607	3 968
Rogers Communications	2019-11-04, 5,38 %	4 600	4 887	5 166
	2021-03-22, 5,34 %	2 700	2 732	2 997
Shaw Communications	2019-10-01, 5,65 %	675	693	748
TELUS	2019-12-04, 5,05 %	6 750	7 031	7 551
Total obligations de sociétés		32 380	33 734	36 054
Total obligations		578 771	603 755	627 425

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Instruments de marché monétaire (8,4 %)				
Province de la Colombie-Britannique	2012-08-08, sans coupon	425	425	425
Province de l'Ontario	2012-07-04, 1,09 %	4 991	4 991	4 991
	2012-08-08, sans coupon	600	599	599
	2012-09-12, sans coupon	11 005	10 983	10 983
	2013-01-16, 1,28 %	9 912	9 912	9 912
Province de Québec	2013-04-26, 1,12 %	15 256	15 256	15 256
	2013-05-24, 1,09 %	19 793	19 793	19 793
		<u>61 982</u>	<u>61 959</u>	<u>61 959</u>
Total instruments de marché monétaire				
Contrats de change (0,1 %)				
Caisse centrale Desjardins	2012-09-28, 1,0250 \$ CA/\$ AU ²	1 100	-	(11)
	2012-09-28, 1,0283 \$ CA/\$ US	105 200	-	849
Total contrats de change				
			<u>-</u>	<u>838</u>
Nombre d'actions				
Actions privilégiées (6,6 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	Perpétuelle, 5,50 %	15 000	401	379
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	400	389
	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	441
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 3,72 %	30 000	754	750
	Perpétuelle, 4,50 %	12 400	309	321
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	423
	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 530
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	158
	Perpétuelle, 6,00 %	125 000	3 350	3 341
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,50 %	70 000	1 772	1 790
	Perpétuelle, 4,50 %	48 600	1 193	1 249
	Perpétuelle, 4,60 %	50 000	1 266	1 284
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	404
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 360
	Perpétuelle, 6,25 %	20 000	500	528
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 4,85 %	87 000	1 934	2 245
	Perpétuelle, 5,60 %	73 100	1 887	1 974
	Perpétuelle, 6,25 %	40 000	1 067	1 073
	Perpétuelle, 6,25 %	30 000	801	804
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %, taux variable	77 800	1 970	1 697
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	624
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	251
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	254
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 422

²\$ AU : Dollar Australien

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

		Nombre d'actions	Coût \$	Juste valeur \$
Actions privilégiées (suite)				
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 386
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	82 000	1 755	1 912
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 411
Great-West Lifeco inc.	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	1 040
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 628
	Perpétuelle, 6,00 %	30 000	737	783
Industrielle Alliance	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	345
	Perpétuelle, 5,90 %	155 000	3 981	3 984
	Perpétuelle, 6,00 %	135 300	3 347	3 481
	Perpétuelle, 6,20 %	16 700	415	430
Total actions privilégiées			48 581	49 092
Total autres investissements (100,0 %)			714 295	739 314

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Au 30 juin 2012

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2011	50,0				
Capital croissance PME, S.E.C.					
Abitibi-Témiscamingue					
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	375	-	375
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	250	-	250
Industries Béroma inc. (Les)		-	275	-	275
Location Lauzon inc.		-	200	-	200
Lucien Mirault inc.		-	202	-	202
Propane Nord-Ouest inc.		-	-	500	500
Total Abitibi-Témiscamingue		-	1 302	500	1 802
Bas-Saint-Laurent					
9048-3538 Québec inc. (Matane Honda (9244-9396 QC inc.))		-	208	-	208
Groupe Fillion Sport inc.		-	250	-	250
Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.		-	125	-	125
Total Bas-Saint-Laurent		-	583	-	583
Capitale-Nationale					
9239-0012 Québec inc. (Les Puits du Québec inc.)		-	247	-	247
Collection Papillon Gemme inc.		-	-	125	125
Éditions Gladius International inc.		-	-	200	200
La Forfaiterie inc.		-	181	-	181
Pixelweb Télécom inc. (7921527 Canada inc.)		-	-	300	300
Total Capitale-Nationale		-	428	625	1 053
Centre-du-Québec					
9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)		-	-	1 000	1 000
Total Centre-du-Québec		-	-	1 000	1 000
Chaudière - Appalaches					
Décoplex inc.		-	-	542	542
Productions Horticoles Demers (Les)		250	-	-	250
Recyc RPM inc.		-	375	-	375
Serres Demers inc. (Les)		-	-	500	500
Ultima Fenestration inc.		-	250	-	250
Total Chaudière - Appalaches		250	625	1 042	1 917
Côte-Nord					
9250-5528 Québec inc.		-	123	-	123
Benoit Vigneault ltée (anc.Gestion P.R.N. Vigneault inc.)		-	250	-	250
Express Havre St-Pierre ltée		-	-	425	425
Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.		-	150	-	150

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2011	Capital croissance PME, S.E.C. (suite)	50,0			
	Location Paul Boudreau inc.	-	740	-	740
	Pavages Nordic inc.	-	300	-	300
	Santerre Électrique inc.	-	1 000	-	1 000
	Sécurgence inc.	-	325	-	325
	Total Côte-Nord	-	2 888	425	3 313
	Estrie				
	9152-5667 Québec inc. (Terratube)	-	312	-	312
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	825	825
	Plastech inc.	-	-	150	150
	VR2 Distribution inc.	-	-	125	125
	Total Estrie	-	312	1 100	1 412
	Lanaudière				
	Thermo Structure inc.	-	750	-	750
	Total Lanaudière	-	750	-	750
	Laval				
	Modus FX inc.	-	-	375	375
	Total Laval	-	-	375	375
	Mauricie				
	Groupe Progi-Pac inc.	-	620	-	620
	RGF Électrique inc.	-	375	-	375
	Total Mauricie	-	995	-	995
	Montérégie				
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	150	-	150
	9120-6094 Québec Inc. (Lanla)	-	300	-	300
	Action Mécanique inc.	-	-	123	123
	C.R.S./Vamic inc.	-	375	-	375
	Équipements de Piscine Carvin inc. (Les)	-	-	625	625
	Groupe Loiselle inc.	-	650	-	650
	Industries de Moules et Plastiques VIF Itée (Les)	-	-	500	500
	Instruments Isaac inc.	-	250	-	250
	Station Skyspa inc.	-	-	646	646
	Total Montérégie	-	1 725	1 894	3 619

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2011	50,0				
Montréal					
Attraction Média inc.		-	500	-	500
Chaussures STC inc. (Les)		-	1 184	-	1 184
Emballages Stuart inc.		625	625	-	1 250
Gestions F. Dumouchel Ltée. (Les)		-	-	150	150
Groupe Tolgeco inc.		-	1 250	-	1 250
Magellan Aviation Services inc.		-	250	-	250
Sid Lee inc.		-	-	2 000	2 000
Solutions Victrix inc. (Les)		-	500	-	500
Source Évolution inc.		-	-	1 000	1 000
Systemex Communications (S.C.) inc.		-	1 500	-	1 500
Total Montréal		625	5 809	3 150	9 584
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)		-	750	-	750
9228-3548 Québec inc. (Matelas Lion d'or inc.)		-	99	-	99
Ambulance Médilac inc.		-	437	-	437
C.R.O.I. (div. de 9068-6767 Québec inc.)		-	300	-	300
Cam-Trac Sag-Lac inc.		300	-	-	300
Cervo-Polygaz inc.		-	-	200	200
Hélicoptères Panorama Ltée		-	-	801	801
Location A.L.R. Inc.		-	250	-	250
Mécanique Plomb O Gaz inc.		250	-	300	550
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		550	1 836	1 301	3 687
		1 425	17 253	11 412	30 090
Fonds engagés mais non déboursés					6 314
Total Capital croissance PME, S.E.C.					36 404
31-12-2011	57,4				
Desjardins – Innovatech S.E.C.					
7525443 Canada inc. (Inflotrolix)		215	115	-	330
Albert Perron inc.		653	-	422	1 075
AxesNetwork Solutions inc.		-	-	570	570
Biocéan Canada inc.		-	287	-	287
Boisaco inc.		1 723	-	-	1 723
Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	172	-	172
Concept Mat inc. et 9200-7848 Québec inc.		-	254	-	254
Éocycle Technologies inc.		860	11	230	1 101
Équipements Comact inc.		287	343	-	630
Groupe Domax inc.		-	172	-	172

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2012

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2011	Desjardins - Innovatech S.E.C. (suite)	57,4			
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	172	718	890
	KGI Systèmes automobiles inc.	-	-	373	373
	LVL Global inc.	201	-	129	330
	Mayer Intégration inc.	-	172	-	172
	Produits forestiers LAMCO inc.	328	-	-	328
	Rocmec Mining inc.	172	-	287	459
	Autres compagnies (8) inférieures à 145 000 \$	264	261	182	707
		4 703	1 959	2 911	9 573
	Fonds engagés mais non déboursés				754
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				10 327

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



Desjardins
Capital régional
et coopératif

2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 760, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8